



BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LE SECTEUR DE L'EAU EN IRAK

L'Irak a connu en 2025 l'un des plus graves épisodes de sécheresse de son histoire. Les réserves en eau, affectées par des faibles précipitations et un débit réduit dans les deux principaux fleuves du pays, s'établissaient à l'été à 10 milliards de m³, soit le plus bas niveau depuis 80 ans et bien en-deçà des niveaux requis.

Conséquence du changement climatique, cette situation de stress hydrique est aggravée par le contexte géopolitique. La grande majorité des ressources hydriques irakiennes provient du Tigre et de l'Euphrate, ce qui rend l'Irak tributaire des pays en amont que sont la Turquie et l'Iran. Or ces deux pays ont multiplié la construction de barrages au cours des dernières décennies, qui constituent un moyen de pression à l'encontre de l'Irak. Un accord entre Bagdad et Ankara permet depuis 2024 une répartition des eaux plus favorable, mais sans remettre en question la situation de dépendance extérieure qui caractérise l'approvisionnement irakien en ressources hydriques.

La faiblesse des quantités d'eau disponibles est d'autant plus problématique que la gestion de ces ressources s'avère défaillante. Les sous-investissements historiques, en particulier dans le sud du pays, et les décennies de guerres et de sanctions économiques ont détérioré les infrastructures irakiennes, alors que l'Irak disposait au début des années 1980 de l'un des meilleurs réseaux d'eau dans la région. Ce réseau est aujourd'hui caractérisé par d'importantes disparités entre les centres urbains, qui bénéficient d'un accès à l'eau de 94 % selon le PNUD, et les zones rurales où ce taux ne dépasse pas 60 %. Par ailleurs, l'eau en circulation est fortement polluée, les eaux usées étant massivement déversées dans le Tigre et l'Euphrate, avec des capacités d'assainissement très faibles.

La consommation d'eau laisse également à désirer. L'agriculture, qui représente environ 80 % de la consommation d'eau du pays, emploie des systèmes d'irrigation désuets qui affichent jusqu'à 50 % de pertes. L'industrie pétrolière est très consommatrice dans la phase de forage, avec 1,3 à 1,5 baril d'eau utilisé pour 1 baril de pétrole.

Les autorités irakiennes sont conscientes de la gravité de la situation et ont commencé à revoir à la hausse les dépenses consacrées au secteur de l'eau. Celles-ci sont passées de 1,9 % des dépenses fédérales totales en 2007 à 4 % aujourd'hui, soit 1,8 % du PIB. Par ailleurs, une stratégie nationale sur la protection et l'amélioration de l'environnement (2024-2030) a été adoptée en 2024 qui comporte plusieurs objectifs liés par exemple à l'assainissement de l'eau ou à la désalinisation.

Dans ce contexte, le recours par l'Irak au savoir-faire français dans ce domaine pourrait être amené à s'accroître. Plusieurs projets font déjà intervenir des acteurs français. L'AFD a lancé deux prêts-projets de modernisation du réseau d'assainissement de l'eau dans l'Anbar (Al-Khalidiya) et dans le sud (Al-Hamza). OTV, filiale de Veolia, a fourni la technologie critique et exploite l'une des plus grandes centrales de traitement d'eau du pays, à 20 km au nord de Bassora. TotalEnergies investit dans le traitement d'eau de mer pour développer l'injection de celle-ci dans les puits de pétrole, avec pour objectif de contribuer à réduire l'utilisation des ressources fluviales par l'industrie pétrolière.

LE CHIFFRE À RETENIR

10 Mds M³

RÉSERVES EN EAU EN 2025

Service Économique de Bagdad

ÉGYPTE

1. LA BERD CONSOLIDE SON APPUI À LA TRANSITION VERTE ET À LA MODERNISATION DU SECTEUR PRIVÉ

La banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a récemment accordé un prêt de 1,3 Md EGP (environ 42 M USD) à Ibnsina Pharma, premier distributeur pharmaceutique du pays, afin d'accompagner l'extension de ses capacités logistiques dans une logique de durabilité. L'opération financera la construction d'un nouvel entrepôt visant une certification environnementale EDGE, ainsi que des investissements en audits, efficacité énergétique et gestion durable des ressources. Cette dynamique se prolonge dans le secteur de la construction, avec l'octroi d'un prêt de 25 M USD au génie civiliste Hassan Allam. Le projet prévoit notamment le remplacement progressif d'équipements fonctionnant au diesel par des équipements électriques, contribuant à la réduction des émissions opérationnelles du groupe. Ces prêts illustrent la stratégie de la BERD visant à soutenir la croissance du secteur privé tout en favorisant l'adoption de technologies bas carbone. À ce jour, le portefeuille de la BERD en Égypte comprend 126 projets actifs pour un montant cumulé de 4,57 Mds EUR, principalement orientés vers le soutien au secteur privé et aux infrastructures durables.

2. L'ÉGYPTE AMORCE LA REPRISE DE SES EXPORTATIONS GAZIÈRES DANS UN CONTEXTE DE RELANCE DE LA PRODUCTION

Le ministère égyptien du Pétrole vise une production de gaz comprise entre 6,4 et 6,6 Mds de pieds cubes par jour sur les cinq prochaines années, appuyée par des programmes d'investissement significatifs de compagnies internationales, dont environ 8 Mds USD d'ENI et 5 Mds USD de BP. Insuffisante pour couvrir la demande intérieure, la production nationale a conduit l'Égypte à enregistrer en 2024 un point bas historique de ses exportations gazières. La remontée progressive de la production permet toutefois au pays d'amorcer une reprise de ses exportations dès 2025. À cet égard, le 26 janvier 2026, le pays a exporté une nouvelle cargaison de gaz naturel liquéfié d'environ 150 000 m³ vers la Turquie depuis le complexe d'Idku, dans le cadre de ses engagements contractuels avec Shell. Cette

opération s'inscrit dans une stratégie visant à soutenir l'attractivité du secteur gazier et à envoyer un signal de continuité aux partenaires internationaux, alors que les autorités cherchent à relancer l'investissement en amont. En complément, le gouvernement entend présenter à des banques d'investissement internationales plusieurs opportunités dans les secteurs du pétrole, du gaz et des mines, notamment des projets de raffinage afin d'éliminer progressivement les importations d'essence et de diesel.

3. LES ENTREPRISES CHINOISES ANNONCENT PLUSIEURS INVESTISSEMENTS DANS LES SECTEURS MINIER ET INDUSTRIEL

L'Autorité égyptienne des ressources minérales a signé un protocole d'accord dans le secteur minier avec le groupe chinois Xingfa Chemicals, aux côtés de Phosphate Misr et WadiCo, en vue de développer les ressources en phosphate, quartz et sable siliceux dans la région du Triangle d'Or. Cet accord s'inscrit dans le prolongement de l'annonce par Xingfa d'un investissement de 2 Mds USD dans un complexe intégré de phosphates, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur et constituant la plus grande plateforme industrielle du groupe hors de Chine. L'intérêt chinois s'étend également au secteur sidérurgique et automobile : le sidérurgiste Xinfeng Steel prévoit un investissement d'environ 10 Mds USD dans un méga complexe sidérurgique intégré dédié notamment aux aciers automobiles et industriels, tandis que des discussions sont en cours entre El Nasr Automotive et le groupe Shandong Heavy Industry en vue d'un projet de production de batteries pour véhicules électriques.

4. RÉDUCTION SIGNIFICATIVE DU DÉFICIT COURANT AU 1^{ER} TRIMESTRE 2025/2026

Au premier trimestre de l'exercice 2025/26 (juillet à septembre), le déficit du compte courant a été réduit de 45,2 % en glissement annuel, s'établissant à - 3,2 Mds USD, contre - 5,9 Mds USD un an plus tôt. Cette amélioration est principalement portée par la forte progression des transferts de la diaspora (+29,8 % à 10,8 Mds USD), ainsi que par l'augmentation de l'excédent des services (+23,4 % à 5 Mds USD), soutenue par les revenus du tourisme (+13,8 % à 5,5 Mds USD) et du canal de Suez (+12,4 % à 1,1 Md USD). Le déficit commercial hors hydrocarbures s'est

également légèrement réduit (-4% à 9,5 Mds USD), grâce à la hausse des exportations (+1,9 Md USD), concentrée sur l'or, l'électronique, les produits agricoles et l'habillement. En parallèle, le compte de capital et le compte financier ont enregistré une sortie nette limitée (-366,4 M USD), liée principalement à l'augmentation des avoirs extérieurs des banques (+5,3 Mds USD), malgré des entrées nettes d'IDE (+2,4 Mds USD) et de portefeuille (+1,8 Mds USD). Dans ce contexte, le déficit global de la balance des paiements s'est creusé de 61,4 % pour atteindre 1,6 Md USD au premier trimestre 2025/26.

5. FORTE AMÉLIORATION DES EXPORTATIONS DE COTON EN 2025/2026

Les exportations de coton égyptien ont fortement rebondi depuis le début de la campagne 2025/26, enregistrant une hausse de 130% en glissement annuel, selon des données du Ministère de l'Agriculture. Sur les 17 premières semaines de la saison (ouverte début septembre), les exportations ont atteint près de 30 000 tonnes, contre environ 13 000 tonnes sur la même période l'an dernier, soit plus de 50 % de la production attendue pour la campagne (estimée à 59 500 tonnes). Ce redressement intervient après une saison 2024/25 exceptionnellement faible, pénalisée par l'écart entre les prix garantis par l'État et les cours internationaux, qui avait retardé les ventes et amputé près de trois mois d'exportations. À la différence de l'an passé, aucun prix garanti n'a été fixé cette saison, laissant les prix se former selon l'offre et la demande. Sur le marché intérieur, 1,157 M de quintaux ont été commercialisés à ce stade (sur 1,25 M attendus), malgré un recul de la production lié à la contraction des surfaces (-37% à 195 000 feddans). Les prix aux enchères se sont établis entre 6 700 et 10 600 EGP par quintal, les variétés extra-longues atteignant les niveaux les plus élevés.

IRAK

1. SECTEUR DE L'EAU : LANCEMENT DU PROJET KIWANO DANS LE KURDISTAN IRAKIEN

Une cérémonie de signature et de lancement du projet KIWANO porté par l'entreprise française Greencyzen, filiale de l'entreprise Simplicity, s'est tenue le 27 janvier à Erbil en présence de la ministre

de l'Agriculture et des ressources en eau, Begard Talabani, du gouverneur d'Erbil, Omed Xoshnaw, et du Président du Bureau des investissements, Mohammad Shukri.

Ce projet vise à renforcer la supervision des ressources en eau, souterraines et de surface, ainsi que les infrastructures associées grâce à des outils numériques innovants.

Il s'inscrit dans un contexte marqué par une pression croissante sur la ressource en eau au Kurdistan irakien, liée notamment au changement climatique, à la croissance démographique et au vieillissement des infrastructures. Le projet a bénéficié du soutien financier de la direction générale du Trésor avec l'activation d'un [FASEP](#) d'un montant de 377 709 EUR.

IRAN

1. RECORD HISTORIQUE DE L'INFLATION (+60%) EN JANVIER 2026

Selon le Centre national des statistiques, l'inflation en glissement annuel a atteint un niveau historique de 60 % au mois de Dey (janvier 2026), en hausse de 7,4 points par rapport au mois précédent – un record depuis la création de ces statistiques, il y a 14 ans. L'inflation est plus marquée dans les zones rurales (71,4 %) que dans les zones urbaines (58,1 %). En moyenne annuelle, elle s'établit à 44,6 %. L'inflation alimentaire atteint 89,6 % en glissement annuel, portée notamment par le pain et les céréales (+133,6 %), les fruits (+118,7 %) et les huiles (+116,9 %), dans le sillage de la récente suppression du taux NIMA I pour les produits alimentaires (cf. brève du 9 janvier). Pour les produits non alimentaires (+45,3 % en glissement annuel), les hausses les plus fortes concernent l'eau, l'électricité et les combustibles (+83 %), le tabac (+71,9 %) et les transports publics (+61,3 %).

2. FORTE DÉPRÉCIATION DU RIAL ET CHUTE DE LA BOURSE DE TÉHÉRAN

Dans le contexte de montée des tensions avec les États-Unis, le rial a atteint un nouveau plus bas historique ce mercredi à 1 \$ = 1 622 000 IRR sur le marché libre, contre 1 \$ = 1 420 000 IRR le 8 janvier (dépréciation de 12,5 %), date de début de la coupure

généralisée d'internet. Dans le même temps, le taux officiel restait stable, s'appréciant même très légèrement à 1 \$ = 1 225 000 IRR, suggérant soit un attentisme des importateurs, soit une volonté de la BCI de contenir l'inflation. Parallèlement, la Bourse de Téhéran subit l'incertitude ambiante : l'indice général a chuté de plus de 428 000 points depuis le 19 janvier, passant sous les 4,2 millions pour s'établir à 4 115 368 points. Plus de 90 % des valeurs évoluent en territoire négatif, avec environ 700 titres bloqués en file d'attente à la vente. Le marché a enregistré une sortie de capitaux d'environ 150 000 Mds IRR (environ 79 M€ au taux libre actuel) sur trois séances, principalement dans les secteurs métalliques et pétro-raffinage/pétrochimie.

3. DIFFICULTÉS DE FINANCEMENT DE L'ÉTAT PAR ÉMISSIONS OBLIGATAIRES

Lors de la dernière séance d'émission d'obligations, seulement 13,7 % des titres proposés ont trouvé preneur, pour un montant de 42 000 Mds IRR (environ 22 M€ au taux libre actuel), sans aucune participation des banques ni des établissements de crédit non bancaires. L'échec de cette adjudication s'explique par l'écart persistant entre les rendements offerts sur le marché primaire (28,24 % à 30,49 %) et ceux observés sur le marché secondaire (36 % à 38 %), malgré une légère hausse des taux proposés par le ministère de l'Économie et des Finances. Les banques, ayant déjà satisfait l'obligation réglementaire d'allouer 3 % de leur bilan à l'achat de titres d'État et confrontées à des contraintes de liquidité – notamment du fait du faible volume de refinancement accepté par la BCI sur le marché des repos –, ne sont pas incitées à acquérir des obligations supplémentaires à ces niveaux de rendement. Cette situation compromet la stratégie de financement non monétaire du déficit budgétaire, pourtant également envisagée pour l'exercice 2026/2027.

ISRAËL

1. UNE ANNÉE 2025 DIFFICILE POUR LE SECTEUR HÔTELIER

Selon l'Association des hôtels et le Bureau central des statistiques, environ 21 M de nuitées hôtelières ont été enregistrées en 2025, en baisse de 7 % par rapport à 2024 et 20 % par rapport à 2023. Dans le contexte

de la guerre, les villes les plus dépendantes des touristes internationaux ont été les plus affectées : à Nazareth, le taux d'occupation global n'a été que de 24 % l'année passée contre 57% en 2023, et de 39 % à Jérusalem contre 60% en 2023. En 2025, seuls 1,34 million de visiteurs sont entrés en Israël, soit une baisse de 58,5% par rapport à 2023.

2. LA DETTE PUBLIQUE A PROGRESSÉ À 68,6 % DU PIB EN 2025

Selon le ministère des Finances, le ratio dette/PIB d'Israël était de 68,6 % fin 2025 (1 400 Mds ILS, soit environ 450 Mds USD), en hausse de 0,9 % par rapport à fin 2024 et en forte augmentation par rapport aux niveaux prévalant avant la guerre (~60 %). Si ce taux n'a pas dépassé les estimations des analystes (70 %), le chemin vers un retour à une dette de 60 % devrait être plus long que la reprise après le Covid (époque où la dette avait atteint un pic de 71,1 %). La reprise après la Covid a balayé les marchés internationaux, tandis que la guerre était un événement plus local. De plus, le budget en attente d'adoption prévoit un déficit de 3,9 %, soit un seuil plus élevé que l'objectif de déficit budgétaire de 3,2 % du PIB en 2026 par le ministère de Finances, prévoyant une diminution progressive du niveau de déficit d'environ 0,8 % point de PIB sur une décennie.

3. LE GOUVERNEMENT A INVESTI 450 M USD DANS LES FONDS DE CAPITAL RISQUE EN 2025

Le gouvernement a investi environ 450 M USD dans des fonds de capital-risque israéliens au cours de l'année écoulée dans le cadre du programme Yozma 2.0 de l'Autorité de l'innovation. Ces investissements ont été réalisés selon deux axes : le premier visait à encourager les investisseurs institutionnels locaux à accroître leur exposition aux fonds de capital-risque israéliens ; et le second concernait des investissements directs de l'Autorité de l'innovation dans des fonds axés sur des technologies de pointe.

4. ISRAËL VERS UN POSSIBLE RETRAIT DE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT ?

La ministre de la Protection de l'environnement a déclaré la semaine passée qu'elle avait chargé son ministère d'évaluer les implications d'un retrait de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui comprend

l'accord de Paris de 2015, invoquant un « parti pris politique contre Israël ». Il a également été demandé aux fonctionnaires de recenser les autres organisations internationales actives dans le domaine de l'environnement et du climat qui, selon la ministre, « servent de plus en plus de plateformes d'incitation, de délégitimation et de pression politique contre Israël, souvent en ignorant les réalités sécuritaires et humanitaires complexes de la région ». Le sujet est également discuté au sein du ministère des Affaires étrangères.

5. ÉNERGIES RENOUVELABLES : ISRAËL REVOIT SES OBJECTIFS DE PRODUCTION À LA BAISSE

Après avoir systématiquement manqué les objectifs nationaux fixés pour la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables (15,3 % en 2025 contre un objectif de 20 % à cette date), l'autorité de l'électricité a publié un nouvel objectif, à 35% d'ici une décennie. Un tel objectif reste loin du taux actuel en Europe (de 49 %), mais reflète également ambition moindre par rapport à l'objectif précédent de 30% d'ici à 2030, alors que les autorités admettent que l'objectif de 40 % de la production totale d'électricité à partir des énergies renouvelables est « irréalisable ».

JORDANIE

1. ACCORDS ÉNERGÉTIQUES AVEC LA SYRIE

La Syrie et la Jordanie ont annoncé la signature de plusieurs accords visant à intensifier leur coopération dans le secteur de l'énergie. Le Conseil des ministres syrien a notamment approuvé un contrat d'approvisionnement en gaz naturel de 140 millions de pieds cubes par jour, destiné à alimenter les centrales électriques du sud du pays. L'approvisionnement, dont les sources sont multiples, devrait transiter par le *Arab Gas Pipeline*. Depuis le début de l'année 2026, la Jordanie livre déjà entre 30 et 90 millions de pieds cubes de gaz par jour à la Syrie, marquant une étape clé vers une intégration régionale accrue.

2. HAUSSE DU NOMBRE DE PASSAGERS (+11,3 %) À L'AÉROPORT INTERNATIONAL D'AMMAN EN 2025

L'aéroport international Queen Alia (QAIA) géré par l'Airport International Group (AIG), a enregistré un record d'activité en 2025 avec près de 9,8 millions de

passagers, soit une hausse de +11,3 % par rapport à 2024 (g.a). Sur le mois de décembre, il a accueilli 868 622 voyageurs. Le fret aérien en revanche connaît un léger ralentissement, avec 69 770 tonnes en 2025, soit une baisse de - 7,5 % en g.a. Parallèlement, l'aéroport d'Amman City a rouvert officiellement aux vols commerciaux réguliers avec l'arrivée du premier vol programmé d'Air Cairo en provenance d'Asyut (Égypte) le 23 janvier.

3. RÉSULTATS ANNUELS DU JEDCO

La *Jordan Enterprise Development Corporation* (JEDCO) a annoncé avoir accordé une aide technique et financière directe à 206 projets en 2025, pour un montant total de 6,3 M JOD (8,9 M USD). Ces soutiens ont été distribués via six programmes, visant notamment à accompagner la création et le développement de jeunes entreprises, à stimuler l'innovation technologique et industrielle, ainsi qu'à moderniser les industries existantes pour renforcer leur compétitivité. La JEDCO a également lancé un nouveau programme d'accompagnement aux PME de l'e-commerce. Les initiatives ont été menées en coopération avec des partenaires locaux, comme le *Small and Medium Enterprises Investment Fund*, mais également internationaux, tels que la *Saudi Export Development Authority* et l'*Organisation mondiale du commerce*.

4. SOUTIEN GOUVERNEMENTAL DE 158 M USD AU SECTEUR INDUSTRIEL

Le gouvernement jordanien va consacrer 112 M JOD (158 M USD) au fonds de soutien à la transformation industrielle pour la période 2026-2029. Ce programme, qui s'inscrit dans la deuxième phase de la Vision de Modernisation Économique (EMV), cible environ 1 000 installations industrielles, à haute valeur ajoutée. Outre le fonds de soutien, le gouvernement prévoit également l'automatisation numérique des systèmes de suivi pharmaceutiques et agricoles. Par ailleurs, la stratégie nationale d'exportation devrait être révisée. L'objectif annoncé par les autorités comprend notamment l'alignement des produits jordaniens sur les normes techniques des marchés de l'Union européenne et de l'Amérique du Nord.

LIBAN

1. L'UE ACCORDE 6 PAQUETS DE FINANCEMENTS AU LIBAN (110,5 M EUR)

L'Union européenne a annoncé l'octroi de 110,5 M EUR de subventions au Liban afin de renforcer les forces de sécurité, soutenir les zones affectées par les conflits et appuyer les réformes du pays. Financé dans le cadre du paquet de 1 Md EUR prolongé jusqu'en 2027, ce soutien comprend 30 M EUR pour les forces de sécurité intérieure, 25 M EUR pour la gestion des frontières, 8 M EUR pour alimenter durablement en électricité les postes de sécurité et 25 M EUR pour l'aide aux communautés vulnérables, notamment au Sud du pays et dans la Bekaa, à l'Est. L'UE prévoit aussi 13,5 M EUR pour la mise en œuvre de la stratégie nationale anticorruption et 9 MEUR pour améliorer la qualité et la transparence des services publics. Au total, l'appui européen au Liban se monte à 1 Md EUR entre 2021 et 2025 et plus de 3,5 Mds EUR depuis 2011.

2. LA BANQUE MONDIALE REVOIT À LA BAISSE SES PRÉVISIONS DE CROISSANCE POUR LE LIBAN EN 2025

Dans son dernier rapport consacré au Liban et intitulé « une reprise fragile », la Banque mondiale prévoit une croissance de 3,5 % en 2025, alors que son estimation initiale était nettement supérieure (4,7 % dans sa publication du printemps 2025). Il s'agit toutefois d'une reprise, après plusieurs années de forte contraction. La Banque mondiale indique que la consommation privée, soutenue par les transferts de fonds des expatriés et les recettes du tourisme, demeure le principal moteur de la croissance en 2025 et le sera également pour 2026. L'institution prévoit une croissance de 4 % pour l'année en cours, qui devrait être portée par une poursuite des réformes, des financements modestes pour la reconstruction et une poursuite de la stabilité politique. Ces perspectives restent cependant volatiles, face au risque sécuritaire qui subsiste, mais aussi à un potentiel nouveau report de la restructuration du secteur bancaire et de celle de la dette publique, lancées par le gouvernement. La Banque mondiale s'attend par ailleurs à un recul important de l'inflation - de 15,2 % en 2025 à 8,7 % en 2026, soit le premier taux d'inflation à un chiffre depuis 2019. S'agissant des finances publiques,

l'institution souligne les effets positifs de la maîtrise des dépenses, qui a permis d'une part au gouvernement au gouvernement de constituer des marges de manœuvre budgétaires pour faire face au choc et d'autre part une stérilisation de la liquidité en LBP ayant largement contribué à une stabilisation du taux de change.

3. LA BANQUE MONDIALE ACCORDE 350 M USD AU LIBAN

Le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé deux financements, d'un montant total de 350 MUSD, en faveur du Liban afin de soutenir les populations pauvres et vulnérables affectées par la crise et appuyer la transformation numérique du pays. Le premier projet, *Social Safety Net Enhancement and System Building Project* (200 MUSD), vise à assurer des filets sociaux par des transferts monétaires aux ménages libanais les plus démunis. Le second, *Lebanon Digital Acceleration Project* (prêt de 150 MUSD), a pour objectif d'accélérer la transformation numérique de l'administration, en modernisant des services publics clés (tels que l'identité numérique) et en facilitant l'accès des citoyens et des entreprises aux services numériques.

SYRIE

1. A BANIAS, PREMIÈRE CARGAISON DE PÉTROLE PROVENANT DE DEIR EZ-ZOR

La reprise des flux de pétrole brut depuis le nord-est de la Syrie marque le retour de l'État syrien au contrôle direct de ces ressources énergétiques stratégiques. Ainsi, le 25 janvier, la *Syrian Petroleum Company* a acheminé vers la raffinerie de Banias, sur la côte méditerranéenne de la Syrie, un premier convoi de 20 camions-citernes en provenance des champs d'al-Omar et d'al-Tanak, de la région de Deir ez-Zor. La production des champs récupérés par l'État central (al-Omar, al-Taym, al-Thawra, Jbessa) pourrait atteindre 100 000 barils/jour d'ici quatre mois, couvrant une part significative des besoins nationaux estimés entre 150 000 et 200 000 barils/jour. Avant 2011, la production s'élevait à 385 000 barils/jour, contre entre 30 000 et 40 000 pendant le conflit.

PALESTINE

1. LANCEMENT D'ENTITÉS D'ACCÈS AU FINANCEMENT DANS LE SECTEUR DES STARTUPS

En janvier 2026, *Flow Accelerator*, plateforme palestinienne de développement de startups et de structuration de l'écosystème entrepreneurial, a annoncé le lancement de *Flow Ventures*, dédiée à l'investissement et aux services financiers dans ce secteur, et de *Flow Angels*, réseau d'investisseurs providentiel. Ces deux entités ont vocation à

faciliter l'accès au financement des startups palestiniennes, notamment à combler les difficultés de financement aux premières étapes de développement, à structurer l'engagement des investisseurs, et à permettre l'accès à des réseaux plus importants avec des perspectives d'expansion régionale. *Flow Accelerator* accompagne actuellement plus de 280 startups palestiniennes.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,6	25*
PIB (Mds USD) – 2024^E	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2024^E	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024^E	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024^E	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024^E	FMI / WEO	91	43	37	68	115	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	1,7	16,4	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	51,3	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH